



MINISTERE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0427/CAB.MIN/MINES/01/2012 DU 25 JUL 2012
PRENANT ACTE DE LA DECLARATION DE RENONCIATION TOTALE
AU PERMIS D'EXPLOITATION N° 12160
DE LA SOCIETE SODIFOR SPRL

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littera f, et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10 alinéa 1^{er} littera b, 12, 60 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, spécialement ses articles 118 à 124 ;

Vu l'Ordonnance n° 12/007 du 11 juin 2012 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des Ministères ;

Vu l'Ordonnance n° 12/004 du 28 avril 2012 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres, d'un Ministre Délégué et Vice-Ministres ;

Considérant la déclaration de renonciation totale n° **5029** introduite par la société **SODIFOR SPRL** en date du 24 juillet 2012 et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier ;

A R R E T E :

Article 1^{er} :

Il est pris acte de la déclaration de renonciation totale, par la société **SODIFOR SPRL**, au Permis d'Exploitation n° **12160**.



Article 2 :

Le périmètre minier couvert par le Permis d'Exploitation n° **12160** renoncé est composé de **159** carrés entiers, contigus et uniformes situés dans le Territoire de **Sakania**, District du **Haut-Katanga**, Province du **Katanga**.

Article 3 :

Conformément aux prescrits de l'article 60 du Code Minier, la renonciation totale au Permis d'Exploitation n° **12160** ne donne droit à aucun remboursement des droits superficiaires annuels par carré et autres frais payés à l'Etat pour l'octroi ou le maintien dudit permis.

Cette renonciation totale ne libère pas la société **SODIFOR SPRL** de ses obligations relatives à la protection de l'environnement ainsi qu'à ses engagements envers la communauté locale.

Article 4 :

Le présent Arrêté donne lieu à l'annulation du Certificat d'Exploitation n° **CAMI/CE/5999/10** du 18 août 2010.

Article 5 :

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le **25 JUIN** 2012

Martin KABWELULU

Ampliations

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre minier : 1
- CTCPM : 1
- SAESSCAM : 1
- Direction des Mines : 1
- Direction de Géologie : 1
- Direction des Investigations : 1
- Direction chargée de la Protection de l'Environ. : 1
- Div. Prov. des Mines & Géologie du ressort : 1
- Sté SODIFOR SPRL : 1

13